

ÉCRIT : tronc commun

I – Littérature

1 – William Shakespeare. *Hamlet, Prince of Denmark* [c. 1601]. (Edited by Philip Edwards. Revised with a new introduction by Heather Hirschfeld). Cambridge, Cambridge University Press (The New Cambridge Shakespeare), 2019.

2 – Charlotte Lennox. *The Female Quixote* [1752]. (Edited with Notes by Amanda Gilroy and Wil Verhoeven. Introduction by Amanda Gilroy). Londres, Penguin (Penguin Classics), 2006.

3 – Francis Scott Fitzgerald. *Tender is the Night* [1934]. Londres, Penguin (Penguin English Library), 2018.

4 – Anonyme. *Sir Gawain and the Green Knight* [c. 1400]. (A New Verse Translation by Simon Armitage). Londres, New York, Norton, 2008 ; et le film *The Green Knight*, réalisé par David Lowery, 2021.

5 – T.S. Eliot. *Collected Poems 1909-1962*. Londres, Faber, 1963. Du début (*Prufrock and Other Observations*) jusqu'aux *Unfinished Poems*.

N.B. Mêmes éditions pour l'écrit et l'oral.

II – Civilisation

1 – Émergence et transformations du puritanisme en Angleterre, 1559-1642

Présentation générale du sujet

Le sujet proposé porte sur l'émergence, la définition et l'évolution du puritanisme en tant que courant politique, religieux et culturel depuis son apparition au début du règne d'Élisabeth I^{ère} (1558-1603) avec le « Règlement élisabéthain » (*Elizabethan Settlement*, 1559), jusqu'à son apogée au début des années 1640, au seuil des guerres civiles qu'on a aussi parfois appelées « Révolution puritaine ».

En 1563, le clergé, réuni en assemblée (*Canterbury Convocation*), formule les Trente-Neuf Articles qui seront finalement révisés en 1571, adoptés par le Parlement puis imposés à l'ensemble du clergé. L'ambiguïté de ces Articles sur un certain nombre d'aspects de la doctrine provoque le mécontentement de ceux qui sont partisans d'une réforme complète de l'Église, afin qu'elle se distingue plus radicalement du catholicisme. Ainsi, en 1572, deux jeunes ministres londoniens, John Field et Thomas Wilcox, rédigent *An Admonition to the Parliament* pour dénoncer les concessions faites au catholicisme dans l'Église d'Angleterre et proposer une organisation presbytérienne, inaugurant ainsi une controverse célèbre à laquelle prennent part Thomas Cartwright et John Whitgift (*Admonition controversy*).

Face aux refus répétés de la reine et du Parlement, le mouvement de contestation s'organise et élabore des stratégies pour se faire entendre, comme en témoigne la controverse de Marprelate en 1588-1590, au cours de laquelle est imprimée, par des presses secrètes, une série de pamphlets anonymes s'attaquant en particulier au gouvernement de l'Église d'Angleterre par des évêques et proposant à la place un système presbytérien. Ces publications conduisent à un renforcement de la répression et lorsque Jacques VI d'Écosse accède au trône d'Angleterre (1603-1625), ceux qu'on appelle désormais couramment les puritains espèrent que le nouveau souverain Stuart se montrera plus conciliant. Cependant, la Pétition des Mille (*Millenary Petition*) qu'ils lui soumettent dès 1603 pour obtenir de nouvelles réformes de l'Église d'Angleterre ne reçoit pas les réponses attendues lors de la Conférence d'Hampton Court qui s'ouvre en janvier 1604, même si une nouvelle traduction de la Bible (*King James Bible*, 1611) y est décidée.

Malgré la victoire doctrinale du calvinisme au plan international lors du synode de Dordrecht (1618), les revendications religieuses des puritains, dont leur opposition aux *Books of Sports* (1618 et 1633), restent lettre morte en Angleterre. Tout au long du règne de Jacques (VI d'Écosse / I^{er} d'Angleterre), mais surtout de son successeur Charles I^{er} (1625-1649), le conflit entre le mouvement puritain – de plus en plus présent au sein même du Parlement – et la monarchie se durcit. Les membres puritains du Parlement désapprouvent la politique des deux souverains, en particulier la réaffirmation du droit divin des rois (qui les fait user trop souvent de la prérogative royale, aux yeux de leurs détracteurs), l'arminianisme et les « innovations » de William Laud (1573-1645) qui conduisent, entre autres, à de vastes projets d'embellissement des lieux de culte. Devant la censure, certains puritains s'exilent, sur le continent ou en Amérique du Nord, où ils fondent leurs propres

communautés religieuses, à Plymouth en 1620, puis à Boston dix ans plus tard ; d'autres commencent à expérimenter des modes d'organisation ecclésiale séparément de l'Église d'Angleterre. L'opposition politique des puritains au sein du Parlement d'Angleterre se renforce et s'organise au cours du règne de Charles I^{er}, au point de conduire à un conflit armé, opposant parlementaires et royalistes tout au long des années 1640, suite à la tentative d'imposer le Livre des Prières Publiques en Écosse.

L'étude de l'émergence et des transformations du puritanisme aux XVI^e et XVII^e siècles ne saurait ainsi se limiter rigoureusement à l'Angleterre seule, comme en témoignent par exemple l'influence de John Knox et le presbytérianisme de la *kirk*, les massacres de 1641 en Irlande, ou encore les migrations transatlantiques des puritains. Les circulations au sein des îles Britanniques et dans l'espace atlantique constituent ainsi un cadre global qui éclaire et met en perspective les dynamiques anglaises, qui restent cependant le cœur du sujet.

Trois axes d'étude principaux

La périodisation retenue n'inclut pas les guerres civiles, dont l'issue marque la victoire des puritains, mais se termine en 1642, au moment où la suppression de tribunaux comme la Chambre étoilée et l'affaiblissement de la censure encouragent l'essor des sectes radicales, et où le Parlement réussit à convaincre la nation de souscrire à sa « Protestation » pour la défense de la religion protestante. À cette date, la puissance et la force de frappe des puritains, qui parviennent à constituer une armée contre la monarchie, ne font aucun doute. Trois grands axes seront étudiés à part égale. Le premier porte sur **(1) l'essor remarquable du puritanisme** qui n'est au départ que l'expression, souvent modérée ou en tout cas marginale, d'un mécontentement face à une Église d'Angleterre jugée encore trop proche du catholicisme, mais qui devient, au milieu du XVII^e siècle, un mouvement théologico-politique capable de mobiliser et d'unir les opposants à la monarchie Stuart, malgré la diversité de leurs origines et de leurs revendications doctrinales, organisationnelles et liturgiques. Il s'agit donc de s'intéresser à la montée en puissance du puritanisme tout en soulignant qu'il ne s'agit pas d'une évolution progressive et régulière vers une prise de pouvoir, mais bien d'un essor souvent entravé et remis en question.

Le deuxième axe porte sur **(2) la définition même du puritanisme et sur l'identité des puritains**. Présenté comme un mouvement, comme une doctrine ou comme un mode de vie, le puritanisme n'est sans doute pas une religion en soi. Mais surtout, il ne s'agit pas d'un phénomène homogène, qui rassemblerait des individus partageant tous les mêmes croyances et les mêmes pratiques religieuses. Le terme péjoratif « puritain » apparaît en 1565, à l'occasion d'une querelle sur les vêtements sacerdotaux (*vestiarian controversy*). Polémique et malaisé à définir, il recouvre des réalités diverses : il n'y a pas grand-chose en commun, apparemment, entre les puritains modérés qui promeuvent la réforme au sein même de l'Église d'Angleterre dans la première moitié du XVII^e siècle, les congrégationalistes et les séparatistes. Pourtant, les puritains ont des positions religieuses et politiques identifiables, dictées par leur opposition franche au catholicisme : sur le plan religieux, ils condamnent certains rites de l'Église d'Angleterre et réclament une réforme des institutions ; sur le plan politique, ils prennent position contre l'Espagne papiste et la prérogative royale pour promouvoir le Parlement et le bien public. On a pu dire que le puritanisme se distinguait du protestantisme en termes de degré davantage que de nature, caractéristique qui a sans doute conduit au stéréotype du puritain extrémiste et fanatique, ainsi que par certains traits des « sectes religieuses » du second XVII^e siècle, que l'on associe parfois à ce mouvement.

Le troisième axe porte sur **(3) l'histoire sociale, culturelle et matérielle du puritanisme** à trois échelles : communautaire, familiale et personnelle. Si le mouvement puritain occupe une place essentielle dans l'histoire politique et religieuse de la première modernité, il est aussi important de s'intéresser aux puritains eux-mêmes, à leurs origines sociales et géographiques, à leur mode de vie ou encore à la place des femmes au sein du mouvement.

La culture puritaine est d'abord marquée, du point de vue collectif, par la centralité accordée au texte biblique, au strict respect du repos dominical, et par des pratiques communautaires comme les sermons, le chant des psaumes, les exercices liés à la prédication (*prophesyings, lectures*), la prière ou encore le jeûne. Ces pratiques se déroulaient dans des lieux dépouillés d'ornements visuels ou auditifs, les querelles sur les vêtements, les images ou la musique ayant ponctué la période considérée. Les puritains se distinguent également par les rites entourant la naissance et la mort, par la façon de célébrer le mariage, de se nommer ou de se vêtir. Cette altérité revendiquée permet de comprendre les stratégies de contrôle social et de réforme

morale qui leur sont associées, jusque dans la sphère économique. Les puritains, souvent issus de l'artisanat urbain ou de la classe marchande, insistent sur l'honnêteté. C'est leur mode de vie ascétique, leur méfiance envers le luxe et l'attention portée à la bonne réputation qui mena Max Weber à déceler chez eux l'« esprit » capitaliste sur lequel il fonde une partie de son œuvre.

Dans la sphère domestique, ensuite, l'éducation est essentielle. À côté des sermons et des ouvrages théologiques et doctrinaux, le clergé puritain est à l'origine d'une littérature dévotionnelle et pastorale (catéchismes, traités de conduite, méditations, arts du bien mourir...). Du point de vue individuel, enfin, l'examen de conscience et la recherche des preuves du salut étaient essentiels. Les puritains tenaient des journaux, composaient des autobiographies spirituelles, échangeaient des correspondances souvent très personnelles.

L'étude du puritanisme et de son histoire, souvent mal connus et victimes de nombreux stéréotypes et contresens alors même que leur héritage politique, religieux et économique continue d'irriguer la culture de pays d'expression anglophone, permet ainsi de mieux comprendre à la fois les fondements de l'Église d'Angleterre et les origines de la suprématie parlementaire au Royaume-Uni, de la liberté de conscience et de la tolérance.

2 – Les États-Unis et l'Amérique latine, de Franklin D. Roosevelt à Barack Obama, 1933-2017

Le sujet proposé porte sur les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine, entre 1933, lorsque Franklin D. Roosevelt érige sa Politique de bon voisinage, renforçant ainsi l'initiative de son prédécesseur républicain, et 2017, après les efforts de Barack Obama pour normaliser les relations avec Cuba. La période couvre donc trois grands moments historiques : avant, pendant et après la guerre froide. Une attention toute particulière sera portée tout au long de la période étudiée à ce que l'on a appelé « l'arrière-cour » des États-Unis (Mexique, Amérique centrale, Caraïbes), considérée par Washington comme sensible pour sa sécurité, d'où les multiples interventions dans la région. Les flux, légaux ou illégaux (économiques, commerciaux, migratoires), entre les deux zones y sont également historiquement étroits. Par contraste, les relations avec les pays d'Amérique du Sud, de la Colombie au Chili à l'Ouest, du Venezuela à l'Argentine à l'Est, apparaissent plus distantes, et n'occupent une place centrale qu'en cas de menace stratégique, comme ce fut le cas pendant la guerre froide (notamment Chili, Brésil et Argentine) ou, plus tard, dans la lutte contre le narcotrafic (Colombie notamment).

Si Washington détermine le plus souvent la teneur des relations avec l'Amérique latine, nombreux sont les exemples d'initiatives prises par les présidents latino-américains et suivies ou renforcées par les États-Unis. La permanence de la posture stratégique états-unienne sur le long terme, en dépit de variations circonstancielles, sera analysée à partir de plusieurs concepts clés : celui de « *Western Hemisphere* » et d'unicité des Amériques ; les concepts de sécurité, d'hégémonie, d'asymétrie, d'unilatéralisme et de multilatéralisme, de « *regime change* », d'antiaméricanisme, de modernisation, d'interdépendance et, pour la fin de la période, de multipolarité.

D'un point de vue historiographique, on distinguera particulièrement trois écoles : « l'establishment » ou l'interprétation « traditionnelle », qui tend à mettre l'accent sur la sécurité comme principale origine des décisions de Washington ; les « révisionnistes », qui insistent sur la primauté des intérêts économiques et voient la relation avec l'Amérique latine comme impérialiste ; enfin, plus récente, l'approche « internationaliste » s'intéresse à tous les acteurs, états-unien, latino-américain mais aussi, le cas échéant, soviétiques, et relativise le poids de l'hégémon états-unien.

1. Les enjeux sécuritaires et démocratiques

Dominant les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine depuis la doctrine de Monroe (1823), la sécurité marque l'intégralité de la période étudiée. Sous la houlette de Washington, malgré quelques vicissitudes, la coopération élaborée lors de la Deuxième Guerre mondiale (accords de défense et de sécurité, coopération militaire et économique) jette les bases de la future organisation interaméricaine au début de la guerre froide. Les États-Unis mettent alors en place une architecture de sécurité (traité de Rio, Organisation des États américains, traités bilatéraux d'aide militaire, École des Amériques...), puis n'hésitent pas à intervenir, directement ou indirectement, pour démettre tout régime proche de Moscou ou susceptible de le devenir, ou bien empêcher son arrivée au pouvoir. C'est le cas au Guatemala (1954), à Cuba à partir de 1961, au Brésil (1964), en République dominicaine (1965), au Chili (1964-73), au Nicaragua et plus généralement en Amérique centrale dans les années 1980, ainsi qu'à la Grenade (1983). Les ressorts de ces interventions,

déterminants intérieurs et extérieurs, processus de prise de décision à Washington, conséquences, seront à considérer. L'intervention au Panama, en 1989, est la seule à ne pas être liée à la lutte contre l'expansion communiste. Si Washington soutient des dictatures militaires peu respectueuses des droits de l'homme mais perçues comme alliées dans cette lutte jugée prioritaire, la promotion de la démocratie, souvent éclipsée par l'anticommunisme, n'est cependant pas absente (Alliance pour le Progrès, politique des droits de l'homme [1975-1980], aide aux mouvements démocratiques). Elle deviendra l'une des priorités de la politique latino-américaine des États-Unis et le cœur de l'action de la communauté cubaine-américaine dans l'après-guerre froide. C'est également au nom d'une vision démocratique des relations interaméricaines que Carter signe les traités cédant à terme la gestion et la défense du canal au Panama (1977). Sur toute la période, on prêterait une attention particulière à la relation avec Cuba dont la Révolution castriste, au pouvoir dès 1959, a conditionné l'essentiel de la politique des États-Unis dans la région, au nom de « Plus jamais d'autres Cuba ».

La chute de l'URSS semble marquer la disparition de la menace exogène dans les Amériques. La lutte contre la production, le trafic de drogue, et la violence afférente devient alors l'un des axes prioritaires de Washington sur le continent et impacte la gestion de la frontière avec le Mexique. Des programmes de sécurité et de « guerre » contre le narcotrafic tels que l'Initiative andine, le Plan Colombie, l'Initiative Mérida et ses déclinaisons, ou CARSI en Amérique centrale, ponctuent toute la période 1989-2017.

La menace extracontinentale réapparaît cependant au XXI^e siècle. Les attentats du 11 septembre amènent à resserrer la coopération en termes de renseignement et d'antiterrorisme ; enfin, la Chine effectue une telle percée sur le continent qu'elle devient pour les États-Unis un véritable rival stratégique. C'est le retour de la doctrine de Monroe et, pour Washington, un nouveau défi.

2. Relations économiques, développement, politiques migratoires

Ces aspects accompagnent le plus souvent les politiques sécuritaires. Ainsi, le programme migratoire Bracero (1942-1964) permet à l'économie américaine de maintenir sa production pendant l'effort de guerre. Les migrations émanant de pays marxistes ou susceptibles de le devenir sont instrumentalisées. L'exode cubain vers les États-Unis devient ainsi une arme de propagande pendant la guerre froide. Des politiques supplétives sont renforcées ou mises en place pour favoriser le développement, perçu comme facteur de résistance au communisme international (commerce —« *trade, not aid* »—, programmes d'aide, Alliance pour le Progrès, Peace Corps, et plus généralement actions de l'Agence pour le développement international). Dès 1990, des mesures tentent d'aider certains pays via leur population en situation irrégulière aux États-Unis (*Temporary Protected Status*) ; plus tard, Washington élabore une approche holistique pour réduire les flux migratoires, notamment depuis les pays du Triangle Nord (Guatemala, Honduras, Salvador, 2014-2017).

Par ailleurs, les mesures différenciées prises à l'encontre des pays expropriant des compagnies américaines (par exemple Mexique, 1938 ; Guatemala, 1952-54 ; Cuba, 1960-62 ; Pérou, 1968-69 ; Chili, 1970-73) peuvent être interprétées à l'aune du risque politique perçu par Washington.

Pour résoudre les difficultés économiques endémiques de l'Amérique latine, Washington prône la privatisation, la mise en concurrence ainsi que le libre-échange, incarné dès 1992 par l'Accord de libre-échange nord-américain, suivi d'accords bilatéraux (Chili, Colombie, Panama, Pérou) ou régionaux (CAFTA-DR avec l'Amérique centrale et la République dominicaine). Au XXI^e siècle, les Sud-Américains se tournent ostensiblement vers d'autres partenaires, dont la Chine. Les États-Unis « perdraient »-ils l'Amérique latine ?

3. Les acteurs

Rares sont les présidents qui ont mis en place une politique spécifique et structurée à l'égard de l'ensemble de l'Amérique latine, la plupart réagissant au gré des événements, le plus souvent en fonction du contexte international. Outre le président, on prêterait attention à l'influence de certains responsables des affaires latino-américaines, à la Maison Blanche ou au département d'État, ainsi qu'aux différents départements concernés et aux actions de la CIA. On s'intéressera également aux rapports (par exemple Rockefeller, 1969 ; Linowitz, 1974 et 1976 ; Kissinger, 1983) qui ont pu influencer la politique de l'exécutif.

Si l'idéologie des présidents et de leurs conseillers est soumise à de multiples contraintes imposées par les circonstances, il existe des différences notables entre ceux ayant perçu l'Amérique latine principalement au travers d'un prisme sécuritaire, et ceux qui ont tenté une approche holistique (Roosevelt et Kennedy dans une

certaine mesure, Carter, Obama). Ces nuances idéologiques seront prises en compte dans l'analyse des relations.

Le système états-unien de pouvoirs et contre-pouvoirs et de démocratie pluraliste conduit également à s'intéresser au Congrès, où les débats permettent d'éclairer les enjeux pour la politique américaine et de révéler le jeu des influences. Le Congrès a pris des initiatives importantes guidant les relations interaméricaines, par exemple en matière d'expropriations, de droits de l'homme, de limites à toute intervention au Nicaragua (1982-1984), de lutte contre le narcotrafic, ou bien à l'égard de Cuba, entravant parfois la volonté de l'exécutif.

Afin de restreindre le périmètre d'étude, on limitera l'analyse aux acteurs états-uniens au plus haut niveau politique, essentiellement l'exécutif et le Congrès. Selon les circonstances, des syndicats, des ONG, des fondations, des chambres de commerce, l'Église catholique ou d'autres groupes religieux, pour ne citer que quelques exemples, ont pu influencer l'action gouvernementale, œuvrer avec ou contre elle. Il importe de tenir compte de cette dimension plus complexe, même si elle ne constitue pas le cœur du sujet.

Zone d'influence majeure des États-Unis, où s'exercent tous les ressorts de leur puissance mais aussi leurs faiblesses, l'Amérique latine, « étranger proche », reste étroitement liée à leur histoire politique et sociale. Unissant politique étrangère et déterminants intérieurs, l'étude de ces relations entre Nord et Sud sur le temps long permet de mieux appréhender la réalité et les débats de l'Amérique d'aujourd'hui.

III – Linguistique

1 – Phonologie

Dictionnaires de référence :

- D. Jones (Peter Roach, Jane Setter & John Esling, eds.). *Cambridge English Pronouncing Dictionary*. Cambridge: Cambridge University Press, 2011, 18th edition.
- J. C. Wells. *Longman Pronunciation Dictionary*. London: Longman, 2008, 3rd edition.

2 – Grammaire

Les questions ne s'appuient sur aucun programme spécifique.

ORAL

I – Épreuves à option

Le programme des options A et B est constitué par le programme des épreuves d'admissibilité auquel s'ajoute, pour chaque candidat, le programme ci-dessous correspondant à l'option A ou B, qu'il a choisie au moment de l'inscription :

A – Littérature

1 – Emily Brontë. *Wuthering Heights* [1847]. (Edited by Alexandra Lewis). New York et Londres, Norton (Norton Critical Editions), 2019.

2 – David Markson, *Wittgenstein's Mistress* [1988]. Champaign IL, Dalkey Archive, 2023.

B – Civilisation

Le conflit nord-irlandais : vers une paix inachevée ? (1969-2007)

Le conflit nord-irlandais, dont les origines furent multifactorielles (coloniales, politiques, économiques, religieuses et culturelles) et qui fit environ 3800 morts, se solda en 1998 par une paix fragile, suivie d'une dizaine d'années d'incertitudes politiques. Il s'agira ici d'étudier les éléments déclencheurs du conflit, les ressorts des événements marquants, les stratégies et dynamiques politiques et sociales, ainsi que les divergences de points de vue et d'interprétations, dans l'historiographie et les médias. Les enjeux coloniaux, nationalistes, unionistes, politiques et culturels ainsi que les facteurs endogènes ou exogènes sont particulièrement au cœur du débat historiographique. Il faudra également porter une attention particulière à la terminologie employée pour définir les parties prenantes du conflit.

Contextes, chronologie et événements majeurs

L'Irlande du Nord naît en 1921, à la suite de la campagne pour le Home Rule, mais ses contours territoriaux sont incertains jusqu'en 1926. Dès 1922, dans un territoire où coexistent deux tiers de protestants et un tiers de catholiques, le parlement nord-irlandais vote des lois d'état d'urgence (« Special Powers Acts ») tandis que des pratiques discriminatoires contre les catholiques s'instaurent dans les domaines de la politique (découpage électoral partisan), du logement et de l'emploi. Malgré les volontés de réforme du système et les tentatives de normalisation des relations avec la République d'Irlande sous l'impulsion du Premier ministre nord-irlandais Terence O'Neill (1963-69) et du Taoiseach Sean Lemass (1959-66), c'est le mouvement pour les droits civiques (Northern Ireland Civil Rights Association, créée en 1967) qui bouleverse le statut quo et organise des manifestations que les forces de l'ordre (RUC-the Royal Ulster Constabulary, très majoritairement protestant) répriment avec violence. Des émeutes éclatent en août 1969 à Derry puis à Belfast, et donnent lieu à des mouvements de population dans des quartiers de plus en plus ségrégués. Face à une situation qui se détériore rapidement, le Premier ministre nord-irlandais, James Chichester-Clark, demande en 1969 le déploiement de l'armée britannique. Le conflit s'embrase.

Militarisation : 1969-1972

Pour cette première période, qui couvre le déclenchement de la violence, l'on s'attachera à comprendre les événements majeurs qui conduisent à la suspension du gouvernement nord-irlandais à Stormont et la mise en place de l'Irlande du Nord sous administration directe par Westminster en 1972. Les relations jusque-là relativement correctes entre catholiques-nationalistes et l'armée britannique se détériorent à partir du « Falls Curfew » (juillet 1970), tandis qu'est introduit l'internement administratif dans le cadre de l'opération Demetrius mise en place par les gouvernements nord-irlandais et britannique. Le conflit jusqu'alors politique et social se militarise avec l'intervention croissante des paramilitaires et le durcissement des tactiques des forces de sécurité comprenant la police (RUC) et l'armée britannique. La tragédie du Bloody Sunday en janvier 1972 marque un tournant dans le conflit. L'enquête partisane menée à la suite de cet événement (le « Widgery Tribunal ») conduit à un recrutement massif pour l'Armée républicaine irlandaise (IRA-Irish Republican Army), de même que le refus d'enquêter sur le massacre de Ballymurphy en août 1971 par l'armée britannique ou sur des attentats comme celui du McGurk's bar. L'IRA, après une scission en 1969, met en place une stratégie militaire de plus en plus violente et revendique la fin de l'occupation britannique. Parallèlement, les paramilitaires loyalistes (UVF-Ulster Volunteer Force, UDA-Ulster Defence Army) mènent des campagnes

contre la population catholique-nationaliste. Au-delà des événements eux-mêmes, il s'agira de comprendre les raisons politiques et sociales, tout comme les choix stratégiques, qui poussent chaque acteur du conflit à durcir ses positions.

Une résolution semée d'embûches : 1973-1998

La deuxième période est marquée par l'installation d'une guerre longue de faible intensité et par une violence croissante qui mène néanmoins vers un accord politique. On s'interrogera sur la politique menée par le gouvernement britannique : déploiement de l'état d'urgence, internement administratif, procédures pénales d'exception que sont les « Diplock Courts », et le « traitement inhumain » des personnes en garde à vue, selon la Commission européenne des droits de l'homme (CEDH). Parallèlement, la campagne violente de l'IRA s'exporte vers l'Angleterre (attentats à Birmingham et Guildford en 1974, assassinats d'Airy Neave et de lord Mountbatten en 1979), tandis que l'UVF commet des attentats en République d'Irlande (Dublin et Monaghan en 1974, massacre du groupe de rock The Miami Showband en 1975). De nouvelles formes de protestations émergent également pendant cette période : la grève de l'Ulster Workers Council (UWC) en 1974, la grève des couvertures et de l'hygiène dans les prisons entre 1976 et 1980, suivies des grèves de la faim de 1980 et 1981. Les partis au pouvoir ont une influence sur les évolutions : gouvernements travaillistes de Harold Wilson et James Callaghan, gouvernements conservateurs de Margaret Thatcher (mise en place de la criminalisation des prisonniers politiques et Ulsterisation des forces de sécurité), et gouvernements irlandais dirigés par Jack Lynch, Charles Haughey et Garret FitzGerald, qui oscillent entre engagement et distanciation.

Se développent également différentes tentatives d'œuvrer pour la paix, que ce soit sur le plan politique (Accord de Sunningdale en 1973) ou civil (émergence des « Peace People » en 1978). Pour comprendre les tentatives de résolution du conflit aux plans politique et constitutionnel, on étudiera les efforts de restauration des institutions nord-irlandaises entre 1974 et l'Accord du Vendredi saint de 1998 (« Good Friday Agreement » ou « Belfast Agreement »), tout en soulignant les avancées que contient l'accord anglo-irlandais (« Anglo-Irish Agreement ») de 1985. Le changement de stratégie des républicains sous la présidence de Gerry Adams à partir de 1983, alliant lutte armée et dialogue politique (« an Armalite in one hand and a ballot box in the other » selon Danny Morrison), indique que la guerre d'usure ne se soldera pas par une victoire. De même, le dialogue pan-nationaliste entre John Hume (SDLP-Social Democratic and Labour Party) et Gerry Adams (Sinn Féin) enclenche un mouvement vers une résolution politique du conflit. La Déclaration de Downing Street (« Downing Street Declaration ») en 1993 entre les gouvernements britannique et irlandais, suivie des cessez-le-feu des paramilitaires en 1994, accélère la signature de l'Accord de 1998, après d'après négociations encouragées par le gouvernement de Tony Blair et influencées par l'administration Clinton et les aides financières européennes (PEACE programmes).

Vers une société « post-conflit » : 1998-2007

La dernière période permet de réfléchir à ce qu'est la société nord-irlandaise dite « post-conflit ». La mise en place des nouvelles institutions à partir de 1999, avec des ruptures épisodiques, suscite des oppositions parmi les unionistes et nationalistes, notamment sur les mécanismes de partage du pouvoir (« power-sharing »), les propositions de réforme de la police et de la justice, les statuts des ex-prisonniers et prisonnières politiques, le désarmement des groupes paramilitaires (« weapons decommissioning »), ou le sort des victimes. Entre 1999 et 2007, l'Assemblée d'Irlande du Nord et les institutions fonctionnent bon an mal an, avec des ruptures épisodiques et des antagonismes grandissants. Ce n'est qu'en 2007, et après de nombreux pourparlers, que l'Assemblée peut siéger et qu'un nouveau gouvernement est formé par le DUP-Democratic Unionist Party et Sinn Féin, sous le leadership d'Ian Paisley (Premier ministre) et de Martin McGuinness (vice-Premier ministre).

La période révèle les difficultés à allier théorie et pratique du travail de réconciliation, de mémoire et de justice, sujets de dissension entre les partis politiques et au sein du secteur associatif. Se succèdent de manière non coordonnée des commissions (enquête Saville sur le Bloody Sunday), des enquêtes sur la collusion entre les paramilitaires loyalistes et les forces de l'ordre, et des procès individuels.

Approches et thématiques transversales

Le conflit nord-irlandais et le chemin vers une paix fragile seront analysés en prêtant une attention particulière au rôle de toutes les parties prenantes : partis politiques nationalistes et unionistes, paramilitaires républicains et loyalistes, gouvernements britanniques et irlandais.

Les antagonismes politiques seront aussi étudiés à la lumière du travail de terrain mené par le secteur associatif pour rapprocher les communautés les plus divisées, qui se retrouvent souvent dans les quartiers défavorisés. On s'intéressera ainsi aux fractures géographiques et démographiques, au système scolaire qui reste majoritairement ségrégué malgré l'essor initialement timide des écoles dites « intégrées » à partir de 1981, et à l'impact de la politique des relations communautaires depuis les années 1980. Parallèlement, les alliances politiques intercommunautaires, qui se tissent parmi les mouvements féministes et LGBTQ+, ainsi qu'au sein de plusieurs partis et organisations (notamment anarchistes, Communist Party of Ireland, Women's Coalition, People Before Profit, Alliance...), montrent l'importance des questions de genre et de classe dans toutes les phases du conflit et des négociations pour la paix.

Enfin, les enjeux politiques, sécuritaires, sociaux et culturels ci-dessus s'inscrivent aussi, à maints égards, dans une guerre des images, qui mobilise représentations iconographiques et médiatiques. Il sera ainsi nécessaire de réfléchir aux sources à visée propagandiste et à leur impact : peintures murales, médias (britanniques et irlandais), productions artistiques des paramilitaires et de leurs soutiens, sources audiovisuelles produites par le NIO-Northern Ireland Office.

C – Linguistique

a – Commentaire de texte :

Dans son commentaire, le candidat devra traiter un sujet choisi par le jury. Les sujets proposés ne s'appuient sur aucun programme spécifique.

b – Leçon

Dans le cadre du programme ci-dessous, il est demandé au candidat de discuter une ou plusieurs affirmations de linguistes tout en illustrant son argumentation à l'aide d'exemples tirés d'un corpus d'anglais contemporain qui lui sera fourni lors de la remise du sujet. Des connaissances théoriques sont attendues.

La structure informationnelle de l'énoncé

II – Épreuves communes

Lors de la préparation de l'épreuve hors programme en anglais, les candidats auront à leur disposition :

- des dictionnaires unilingues anglais et américain.
- *The Encyclopaedia Britannica* DVD ROM, Ultimate edition, 2015.

N.B. : Les éditions sont données à titre indicatif.